



ITCEQ

République Tunisienne

Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Appui à l'Investissement

Institut Tunisien de la Compétitivité et des Etudes Quantitatives

Rapport
de l'ITCEQ

Compétitivité prix de l'économie tunisienne qu'en est-il par rapport aux concurrents ?

Yousr ZRIBI
Direction Centrale de la Compétitivité

Juin 2019

www.itceq.tn

Le présent rapport est la propriété de l'Institut Tunisien de la Compétitivité et des Études Quantitatives (ITCEQ). Toute reproduction ou représentation, intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, de la présente publication, faite sans l'autorisation écrite de l'ITCEQ, est considérée comme illicite et constitue une contrefaçon.

Les résultats, interprétations et conclusions émis dans cette publication sont ceux de(s) auteur(s) et ne devraient pas être attribués à l'ITCEQ, à sa Direction ou aux autorités de tutelle.

*Ce rapport est réalisé par Mme Yousr ZRIBI dans le cadre du programme d'activité de l'ITCEQ au sein de la Direction Centrale de la Compétitivité sous la supervision de Mme Affet BEN ARFA.
Remerciements : nous tenons à remercier Mme Souad DHAOUI et Mr Wajdi KTHIRI, membres du comité de lecture, pour leurs remarques pertinentes.*

Sommaire

Résumé	1
Introduction.....	2
I. Evolution des déterminants de la compétitivité prix	3
I.1 Le taux d'inflation.....	3
I.2 Le taux d'intérêt	7
I.3 Le taux de change effectif	10
I.4 Coût salarial unitaire nominal	13
I.5 Marge sur coût salarial	19
II. Indicateur synthétique de compétitivité (ISC)	22
II.1 Approche méthodologique	22
II.2 Analyse des résultats.....	22
a- Evolution des prix des concurrents.....	24
b- Evolution des coûts salariaux unitaires dans les industries manufacturières (CSU).....	25
c- Comportement de fixation des prix.....	25
Bibliographie	30

Liste des graphiques et tableaux

Graphique 1 : Evolution de l'inflation et de l'inflation sous jacente en Tunisie	4
Graphique 2 : Evolution de l'indice de prix à la consommation	4
Graphique 3 : Evolution indiciaire du pouvoir d'achat des ménages (2000=100).....	5
Graphique 4 : Comparaison du taux d'inflation.....	6
Graphique 5 : Evolution du taux d'intérêt directeur et du TMM	8
Graphique 6 : Evolution du TMM.....	9
Graphique 7 : TMM réel et taux d'investissement privé	10
Graphique 8 : Evolution du taux de change effectif réel	13
Graphique 9 : Taux de salaire nominal et productivité du travail (2000-2016).....	16
Graphique 10 : Evolution indiciaire des coûts salariaux unitaires (2000=100).....	18
Graphique 11 : Coûts salariaux unitaires en Tunisie par rapport à certains PECO	19
Graphique 12 : Marge sur coût salarial et ses composantes (ensemble de l'économie).....	20
Graphique 13 : Evolution de l'indicateur synthétique de compétitivité (industrie manufacturière)	23
Graphique 14 : Prix des concurrents et taux de change effectif	24
Graphique 15 : Evolution du CSU nominal et de ses composantes (industrie manufacturière)	25
Graphique 16 : Décomposition de l'indicateur synthétique de compétitivité (industries manufacturière)	27
Tableau 1 : Décomposition de la croissance du taux de change effectif réel ^a (en %).....	11
Tableau 2 : Coûts salariaux unitaires par secteur	15
Tableau 3 : Evolution du coût salarial unitaire nominal et de ses composantes par secteur.....	17
Tableau 4 : Croissance des marges sur coûts salariaux et de leurs composantes	21
Tableau 5 : Evolution de l'indicateur synthétique de compétitivité (ISC) et de ses composantes (en %)	23
Tableau 6 : Les principales faiblesses de l'économie tunisienne (en termes de compétitivité prix)	28

Résumé

Le renforcement de la position compétitive des produits nationaux dépend, dans une certaine mesure, de la capacité du pays à maintenir un avantage de prix/coûts par rapport aux produits étrangers. L'objectif de ce travail est d'apprécier la compétitivité prix de l'économie tunisienne comparativement à certains concurrents. Pour ce faire, la première partie s'intéresse à l'évolution des déterminants de la compétitivité prix. La deuxième partie se focalise sur l'analyse de l'indicateur synthétique de compétitivité ainsi que sur l'évolution de ses différentes composantes. Les résultats montrent que le taux d'inflation en Tunisie dépasse celui de certains pays de l'Europe Centrale et Orientale (PECO) et d'autres concurrents asiatiques depuis 2012. Les coûts salariaux unitaires ont connu une tendance ascendante depuis 2001 avec une accélération à partir de 2011 suite à des augmentations salariales non indexées à la productivité. L'indicateur synthétique de compétitivité pour le secteur manufacturier montre une perte de compétitivité comparativement à certains PECO et que pour converger vers les prix étrangers, les producteurs nationaux ont ajusté leur marge à la baisse.

ملخص

يبقى تعزيز التموقع التنافسي للمنتجات المحلية رهين قدرة البلد على الحفاظ على ميزة السعر / التكلفة مقارنة بالمنتجات الأجنبية. وفي هذا الإطار تهدف هذه الدراسة الى تقييم التنافسية السعرية للاقتصاد التونسي مقارنة ببعض البلدان المنافسة حيث يعنى الجزء الأول بتطور محددات التنافسية السعرية ويهتم الجزء الثاني بتحليل المؤشر التآلفي للتنافسية وتطور مختلف مكوناته. وتبرز النتائج أنه منذ سنة 2012 فاق معدل التضخم في تونس مثيله في بعض دول أوروبا الوسطى والشرقية وكذلك في بعض المنافسين الآسيويين. كما شهدت كلفة اليد العاملة لوحدة الإنتاج مسارا تصاعديا منذ عام 2001 مع تسارع نسق تطورها منذ 2011 وذلك جراء ارتفاع متوسط الأجور بنسق يفوق زيادة الإنتاجية. وبالإضافة يبين المؤشر التآلفي للتنافسية في قطاع الصناعات التحويلية تراجعاً لتنافسية تونس مقارنة ببعض بلدان أوروبا الوسطى والشرقية مما دفع بالمنتجين المحليين بتخفيض هوامش ربحهم للاقتراب من الأسعار الأجنبية.

Abstract

Strengthening the competitive position of domestic products depends in a certain way on the country's ability to maintain a price / cost advantage over foreign products. The objective of this work is to assess the competitiveness price of the Tunisian economy compared to certain competitors. To do this, the first part examines the evolution of the determinants of competitiveness price. The second part focuses on the analysis of the synthetic competitiveness indicator as well as the evolution of its various components. The results show that since 2012, the inflation rate in Tunisia has been higher than those observed in some Central and Eastern European Countries (CEECs) and other Asian competitors. The unit labor costs have shown an upward trend since 2011. This is mainly due to the increase in average wages, outpacing the increase in productivity. In addition, the synthetic indicator of competitiveness in the manufacturing sector shows a loss of competitiveness compared to some Central and Eastern European countries. So, in order to converge on foreign prices, national producers have adjusted their margins downwards.

Introduction

L'amélioration des performances compétitives constitue une préoccupation majeure du gouvernement et des différents agents économiques de par leur rôle crucial en tant que levier stratégique pour l'amélioration du niveau de vie et la préservation des équilibres globaux.

Gagner ce pari, demeure tributaire d'un ensemble de facteurs relevant aussi bien de la compétitivité structurelle que de la compétitivité prix. Par ailleurs, il est à souligner que le contexte national se caractérise au cours des dernières années par la recrudescence des pressions inflationnistes, l'aggravation du déficit courant, le ralentissement des investissements privés, le manque de productivité, la forte dépréciation du dinar... etc., autant de facteurs qui ont pesé lourdement sur l'activité économique du pays qui se trouve, ainsi, dans une situation difficile. En outre et compte tenu de l'internationalisation croissante de la production, la Tunisie est confrontée à des défis majeurs pour renforcer son intégration et progresser dans les chaînes de valeurs mondiales. Relever ces défis demeure tributaire de la capacité du pays non seulement à améliorer sa compétitivité hors prix mais aussi à consolider de sa compétitivité prix. Cette dernière renvoie notamment à la maîtrise des coûts de production qui s'avère d'une importance cruciale pour faire face à l'exacerbation de la concurrence de la part notamment des pays de l'Asie du sud et des PECO. Ceci est d'autant plus impératif que le pays, faiblement intégré dans les chaînes de valeurs mondiales, est entraîné de perdre des parts de marché tant au niveau interne qu'externe au cours des dernières années.

Partant, la présente note s'intéresse, dans une première partie, à apprécier la compétitivité prix de l'économie tunisienne comparativement à certains pays concurrents et, dans une deuxième partie, à l'analyse de l'indicateur synthétique de compétitivité ainsi qu'à l'évolution de ses différentes composantes.

I. Evolution des déterminants de la compétitivité prix¹

Le renforcement de la position compétitive des produits nationaux dépend, dans une certaine mesure, de la capacité du pays à maintenir un avantage de prix/coûts par rapport aux produits étrangers. Ces prix englobent l'effet d'un ensemble de variables tels que le taux d'inflation le taux de change, le taux d'intérêt, les coûts salariaux, la productivité, les charges fiscales... etc. Dès lors et afin d'examiner la compétitivité prix de l'économie tunisienne, l'on procédera, dans ce qui suit, à l'analyse de l'évolution de certains d'entre eux et ce, comparativement à certains pays concurrents.

I.1 Le taux d'inflation

La maîtrise de l'inflation constitue l'un des principaux déterminants de la compétitivité prix d'un pays et conditionne, dans une large mesure, la stabilité de son cadre macroéconomique, considérée comme facteur essentiel pour réduire l'incertitude, assurer une meilleure visibilité et rétablir la confiance des investisseurs.

Hausses successives de l'inflation ayant atteint un niveau record en 2018

Le taux d'inflation a été relativement maîtrisé au cours de la période 2000-2010 ne dépassant pas la barre de 3.3% en moyenne par an. Toutefois et au cours de la période post révolution, son évolution s'est inscrite globalement à la hausse avec une nette accélération en 2017 et 2018 pour s'établir à 5.3% et 7.5% respectivement contre 3.5% en 2011.

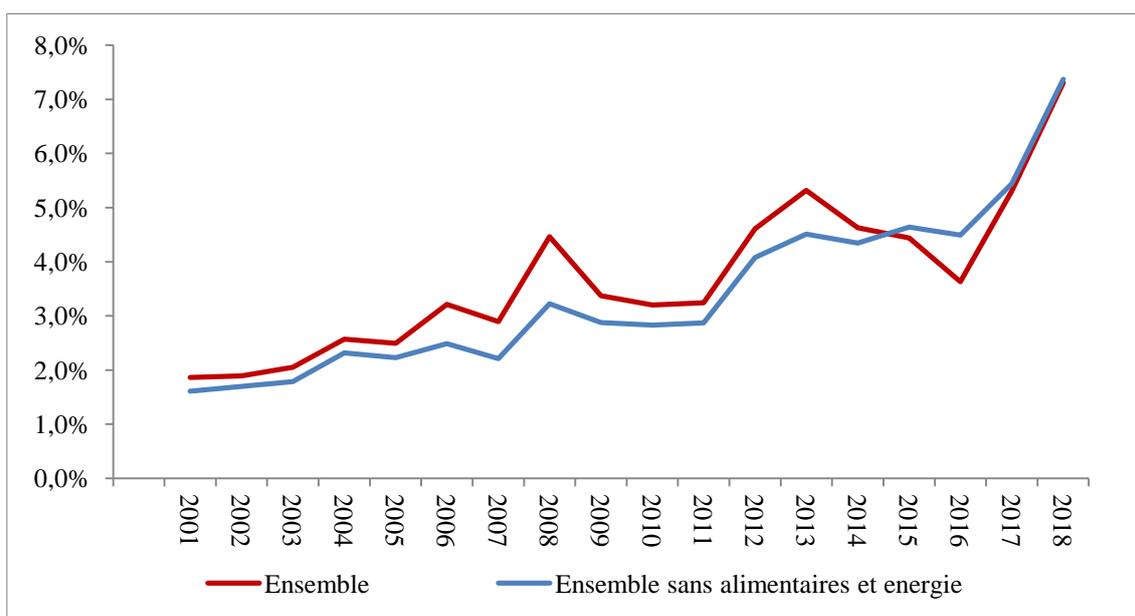
Le taux d'inflation sous-jacente² a connu, à son tour, une tendance globalement haussière et son niveau a convergé, en 2017 et 2018, vers le niveau d'inflation globale pour atteindre 5.4% et 7.4%, respectivement. L'évolution haussière de cet indicateur et son maintien à des niveaux élevés depuis 2015 laisse entrevoir la persistance future des tensions inflationnistes. En fait et durant le premier trimestre de 2019, le taux d'inflation globale est estimé en moyenne à 7.2%.

¹ PARIENTY A. » Les déterminants de la compétitivité » Alternatives économiques n° 239

TARCHI A.-BCT « Politique de taux de change en Tunisie et compétitivité extérieure » Les cahiers de l'IEQ

² Sans produits alimentaires et énergies

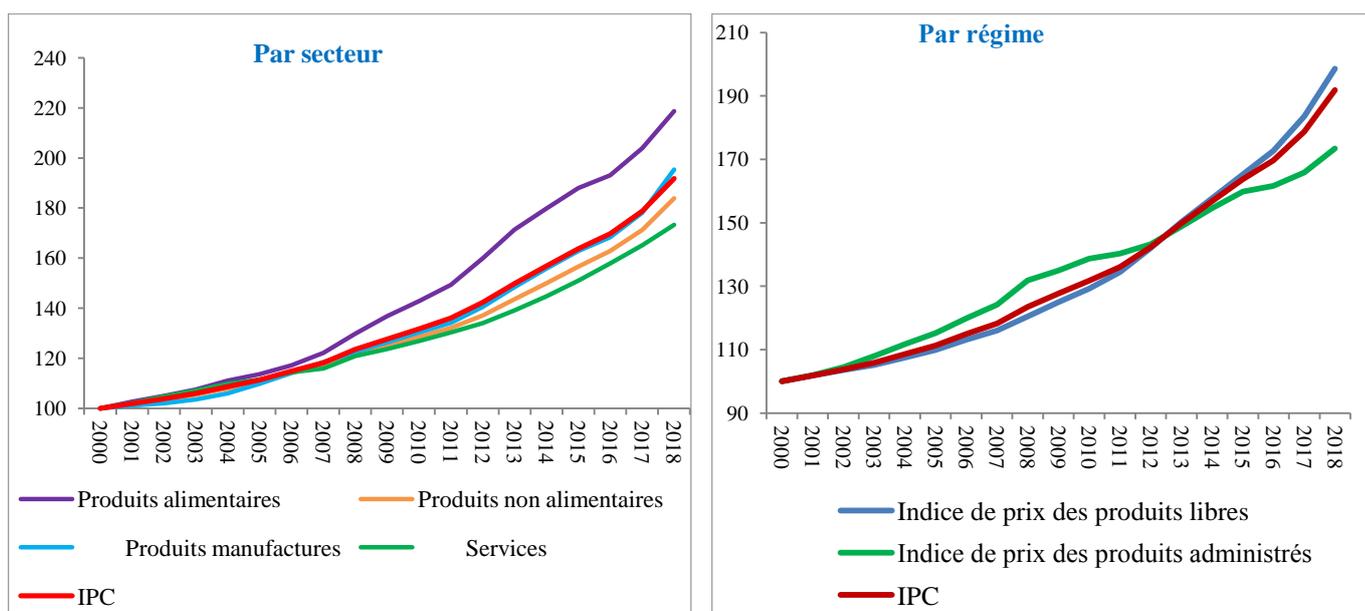
Graphique 1 : Evolution de l'inflation et de l'inflation sous jacente en Tunisie



Sources : INS, compilations ITCEQ

En outre, cette hausse de l'inflation globale est tirée principalement par l'augmentation des prix des produits libres contre un accroissement plus modéré des prix des produits administrés. De plus et par secteur, elle résulte essentiellement de l'accélération de la croissance des prix des produits alimentaires (4.4% en moyenne par an) suivie par la hausse des prix des produits manufacturiers (3.8%).

Graphique 2 : Evolution de l'indice de prix à la consommation



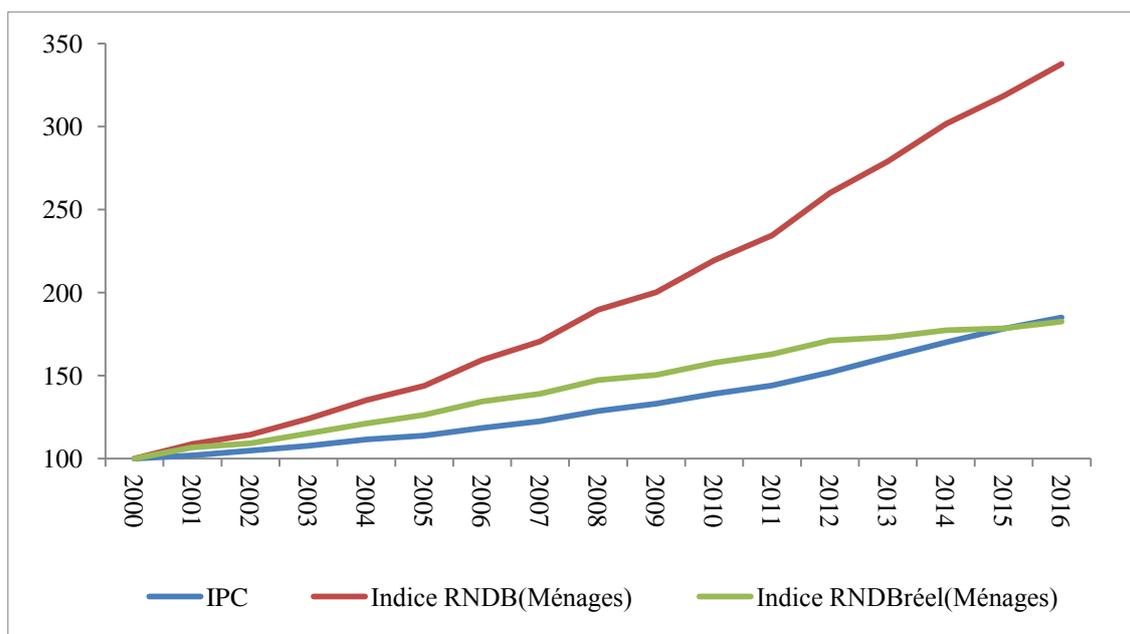
Sources : INS, compilations ITCEQ

Dans ce même registre, il est à noter que la pression inflationniste s'explique principalement par :

- la forte dépréciation du dinar se traduisant par un renchérissement des prix des matières premières importées³ dont les cours mondiaux ont connu à leur tour une hausse,
- l'augmentation salariale non indexée à l'évolution de la productivité,
- l'alourdissement des charges financières des entreprises liées à l'augmentation du taux d'intérêt
- l'inefficience des circuits de distribution et
- les charges fiscales imposées aux entreprises et les taxes sur les produits et services marchands.

Par ailleurs, la hausse de l'inflation, synonyme d'une augmentation des prix à la consommation de biens et services, a impacté négativement le pouvoir d'achat des ménages approché par leur revenu national disponible brut corrigé des prix à la consommation. En effet, son évolution a nettement ralenti avec un rythme de croissance qui s'est réduit de moitié durant la période 2011-2016 comparativement au taux enregistré entre 2000-2010 (2.2% contre 4.4% respectivement).

Graphique 3 : Evolution indiciaire du pouvoir d'achat des ménages (2000=100)



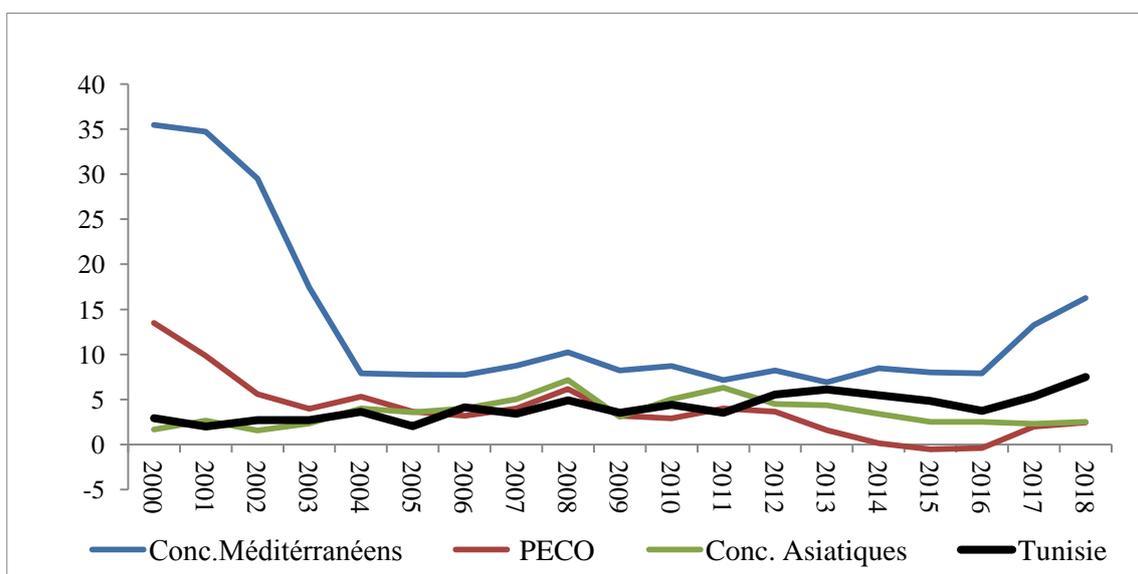
Sources : INS, compilations ITCEQ

³Voir K. Abderrahim and V. Castel (2012) "Inflation in Tunisia: Perception and Reality in a Context of Transition" AFDB April 2012

Flambée des prix en Tunisie contre une maîtrise de l'inflation dans plusieurs pays concurrents

Le taux d'inflation a été relativement maîtrisé en Tunisie au cours de la période 2000-2011 comparativement à ses concurrents. Cependant et à partir de 2012, la situation s'est inversée eu égard aux efforts considérables consentis par ces derniers notamment les PECO et les concurrents asiatiques pour réduire leur taux d'inflation et le maintenir à des niveaux plus bas que celui de la Tunisie (1.3% et 3.2% contre 5.5% en moyenne sur la période 2012-2018 respectivement). Notons bien que durant la décennie 2000-2010, les taux d'inflation dans ces pays dépassaient globalement celui de la Tunisie (5.4% et 3.9% contre 3.3% en moyenne par an respectivement).

Graphique 4 : Comparaison du taux d'inflation



Sources : FMI, INS, compilations ITCEQ

En outre, Il convient de noter les efforts substantiels consentis par les concurrents méditerranéens pour réduire leur taux d'inflation durant le début des années 2000, bien que leur niveau demeure plus élevé que celui de la Tunisie. En fait cette forte baisse s'explique essentiellement par le reflux de l'inflation en Turquie grâce à une politique monétaire restrictive, à la progression des gains de productivité en plus de l'appréciation de sa monnaie⁴.

⁴ Voir « Etudes économiques de l'OCDE Turquie » juillet 2014

I.2 Le taux d'intérêt

Le taux d'intérêt conditionne la compétitivité des entreprises en tant que composante de coûts et pourrait constituer un déterminant essentiel de leur décision d'investissement. De plus, il est considéré comme étant un instrument privilégié de la politique monétaire de la BCT pour maîtriser l'inflation et booster l'activité économique.

Ainsi, l'examen de l'évolution du TMM en terme nominal montre une certaine stabilité sur la période 2004-2008, suivie par une baisse jusqu'à 2012. Cette évolution est en relation avec la baisse du taux directeur dont l'objectif était de soutenir l'activité économique fortement touchée par la contraction de la demande extérieure. Elle vise, également, l'allègement des charges financières des entreprises négativement affectées par les évènements survenus depuis 2011⁵.

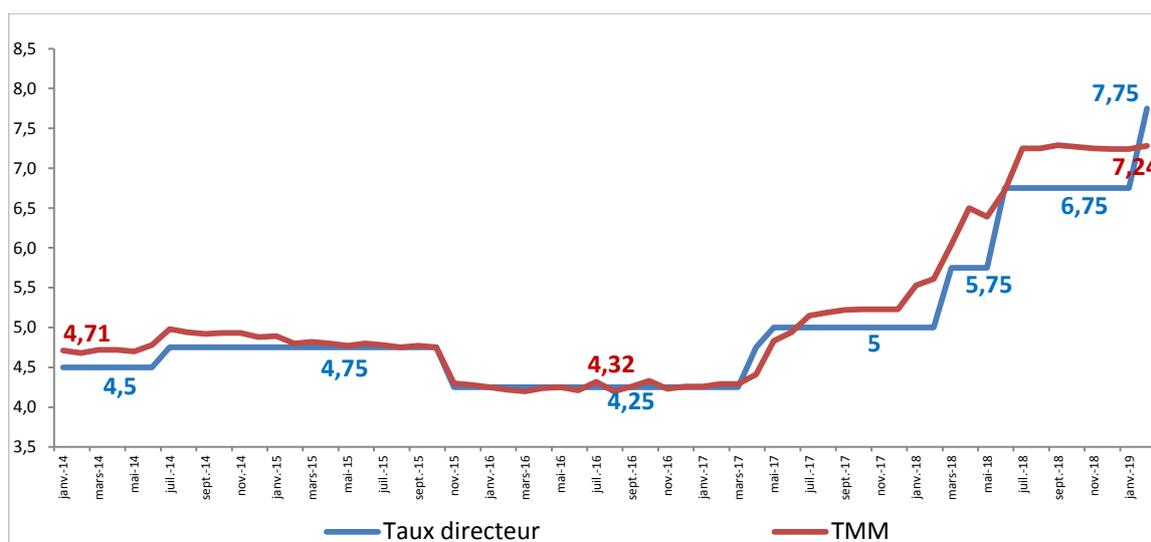
Relèvement du taux directeur à plusieurs reprises depuis 2013 pour le porter à 7.75% en février 2019⁶

Cependant cette démarche ne s'est pas poursuivie après 2012. En effet, et suite à la résurgence des pressions inflationnistes en 2013 et 2014 ainsi que depuis 2017, la Banque Centrale a opté pour le resserrement de la politique monétaire. Elle a, ainsi, relevé le taux directeur à plusieurs reprises pour le porter à une moyenne de 7.75% en février 2019. Corrélativement, le TMM nominal a augmenté pour se situer à 6.69% en 2018 et à 7.57% au premier trimestre de 2019 (contre 4.86% en 2017).

⁵ Voir Lajmi M. et El Khadhraoui S. « Modèle de prévision à moyen terme pour la Tunisie » Décembre 2003.

⁶ Voir article : Hausse du taux directeur bancaire : la Banque Centrale explique sa décision (Kapitalis) kapitalis.com/tunisie/2019/02/21/hausse-du-taux-directeur-bancaire-la-banque-centrale-explique-sa-decision/

Graphique 5 : Evolution du taux d'intérêt directeur et du TMM



Source : BCT

En fait et selon les économistes monétaristes (Irvin Fisher), le niveau général des prix est intimement lié à la masse monétaire⁷. En d'autres termes et suite à l'accroissement du TMM, les consommateurs et les producteurs seront découragés de demander des crédits, par la suite la masse monétaire sera contractée, le niveau de la demande verra une baisse engendrant une baisse du niveau général des prix.

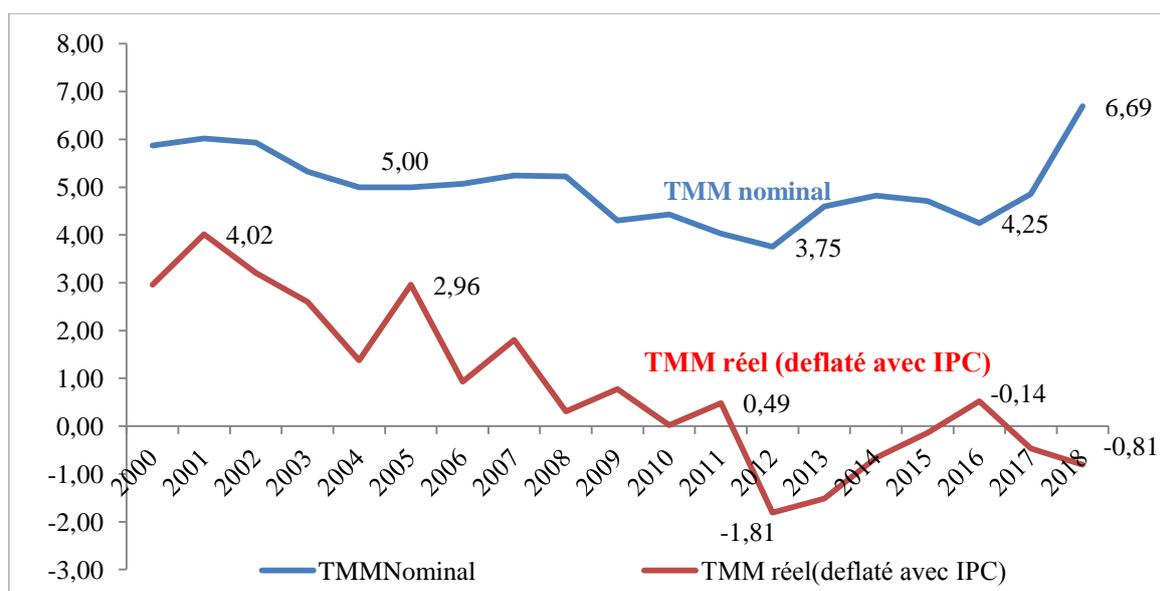
Par ailleurs, la comparaison par rapport à certains concurrents laisse déduire que le TMM nominal en Tunisie s'avère inférieur à celui de certains concurrents méditerranéens (Turquie et Égypte), mais demeure plus élevé que celui d'autres pays asiatiques (Chine, Philippines et Thaïlande) et PECO (Hongrie, Roumanie et République tchèque)⁸.

L'évolution du TMM réel, bien que plus volatile qu'en terme nominal, a connu une tendance globalement baissière pour s'établir à -0.81% en 2018 contre 4% en 2001. Cette baisse a été particulièrement prononcée en 2012 en relation avec la baisse du TMM nominal d'une part et sous l'effet de la hausse sensible de l'inflation d'autre part. A partir de 2013, ce taux s'est accru de façon continue pour atteindre 0.52% en 2016. Néanmoins et durant les années 2017 et 2018, le TMM réel s'est de nouveau réduit en dépit de sa hausse en termes nominal et ce, en raison de l'accélération de l'inflation qui a plus que absorbé cette hausse.

⁷ Cette relation est exprimé par l'équation de Cambridge : $M.V = P.Y$ où M est la masse monétaire en circulation ($M3$), V est la vitesse de circulation de la monnaie (nombre de transactions effectué), Y est le niveau de la production (PIB) et P est le niveau général des prix.

⁸ Faute de disponibilité des données, la comparaison est effectuée entre le TMM nominal de la Tunisie et les taux d'intérêt prêteurs des concurrents.

Graphique 6 : Evolution du TMM

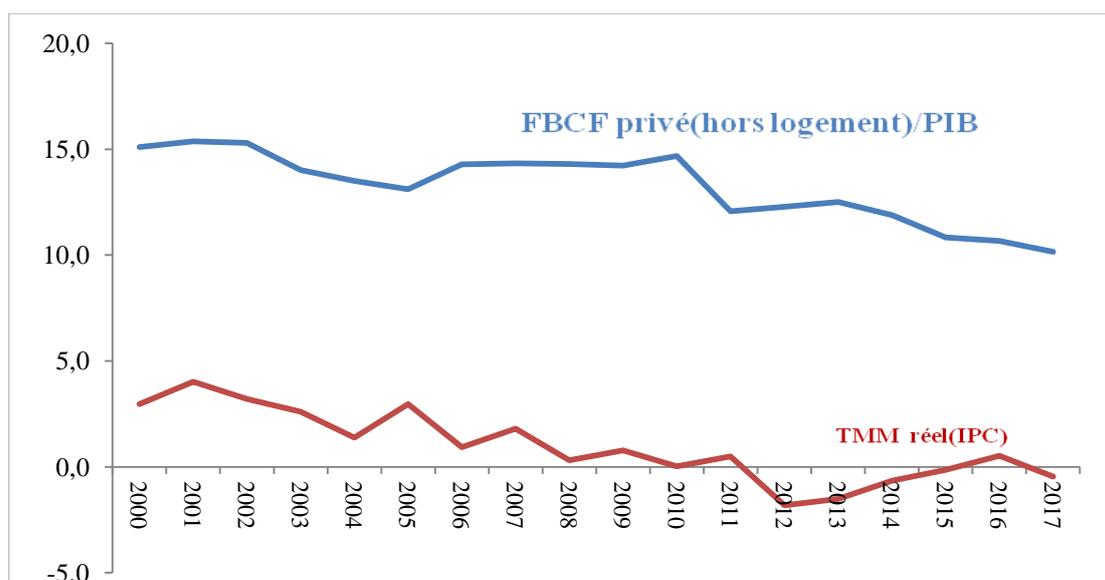


Sources : BCT, INS, compilations ITCEQ

En outre, la hausse du taux d'intérêt nominal suscite certaines craintes dans la mesure où elle se traduit par le renchérissement des coûts du crédit et pourrait constituer un frein à la consommation et à l'investissement, considérés comme principaux sources de croissance. Néanmoins, l'examen de l'évolution du taux d'investissement privé et du TMM réel durant la période 2000-2018 laisse déduire que cette relation n'est pas toujours confirmée. Notons, à titre d'exemple, qu'au cours de la sous période 2001-2004, l'investissement des entreprises privées a décliné en dépit d'une baisse du niveau du TMM réel. Ce constat, est également perçu pour certaines années de la période qui suit.

Dans ce même ordre d'idée, certaines études⁹ ont montré que le TMM nominal ne semble pas avoir une relation inverse avec l'investissement privé et qu'un TMM élevé ne paraît pas représenter une entrave majeure à la décision d'investissement privé. Un tel constat s'explique par la faible contribution du marché boursier au financement de l'économie et la dominance des crédits bancaires par rapport à d'autres modes de financement

Graphique 7 : TMM réel et taux d'investissement privé



Sources : BCT, INS, compilations ITCEQ

En fait, il est à noter que certaines études ont mis en évidence l'existence d'autres variables qui peuvent affecter beaucoup plus l'investissement des entreprises. Il s'agit, notamment, de la demande et des investissements publics⁹ en plus d'autres déterminants¹⁰ tels que la stabilité politique, la stabilité sociale et le financement bancaire.

I.3 Le taux de change effectif¹¹

Le taux de change constitue un déterminant majeur de la compétitivité d'une nation de par l'importance de son impact sur ses équilibres macroéconomiques et son positionnement extérieur. Néanmoins, faut-il le rappeler que sa gestion doit concilier entre ses effets de court terme qui pourraient être contradictoires dans la mesure où :

- d'une part, la dépréciation de la monnaie nationale permet de consolider la compétitivité prix à travers l'absorption du différentiel d'inflation et
- d'autre part, cette dépréciation pourrait générer un renchérissement du prix des matières premières estimées produits importés, ainsi que de la dette extérieure exprimée en monnaie locale

L'analyse s'intéressera dans ce qui suit à l'évolution du taux de change effectif du dinar vis-à-vis de l'euro et du dollar qui constituent les deux principales devises

⁹ voir ZRIBI Y., DHAOUI S. et FAIDI N. (2016) : «Investissement privé en Tunisie : bilan et perspectives»- Etude n°3/ 2016 –ITCEQ/ Mai 2016

¹⁰ Voir « Enquête annuelle sur la compétitivité des entreprises 2018-synthèse des principaux résultats » ITCEQ/ Août 2019

¹¹ A l'incertain

dans les règlements internationaux de la Tunisie aussi bien pour les échanges que pour la dette extérieure.

Ainsi, l'examen de son évolution en termes nominal, révèle une dépréciation de 4.6% en moyenne sur la période 2000-2018, suite à une dépréciation de 4.3% vis-à-vis du dollar et de 4.8% face à l'euro.

Il est à constater que cette dépréciation en termes nominal, est structurellement plus importante qu'en termes réel et ce, suite à une évolution de l'inflation en Tunisie plus accélérée que dans les Etats Unis et la Zone Euro.

Tableau 1 : Décomposition de la croissance du taux de change effectif réel^a (en %)

	Nominal	Réel	Prix relatif ^b
2000	6,6	6,3	-0,3
2001	3,2	4,0	0,7
2002	1,8	1,1	-0,7
2003	0,1	-0,5	-0,5
2004	1,9	0,7	-1,2
2005	4,2	4,9	0,7
2006	3,1	1,6	-1,4
2007	0,9	0,0	-0,9
2008	-0,1	-1,4	-1,3
2009	6,5	2,9	-3,4
2010	3,2	-0,5	-3,6
2011	1,0	0,4	-0,6
2012	6,3	3,4	-2,7
2013	5,9	1,5	-4,2
2014	4,4	0,4	-3,8
2015	4,7	0,1	-4,5
2016	9,2	6,0	-2,9
2017	14,0	10,3	-3,3
2018	11,5	6,4	-4,5
2000-2018	4,6	2,5	-2,0
2000-2008	2,4	1,8	-0,5
2002-2008	1,7	0,9	-0,8
2009-2015	4,6	1,2	-3,3
2016-2018	11,5	7,5	-3,6

Sources : Pacific exchange rate, Fxtop, BCT, compilations ITCEQ

(a) : A l'incertain et vis-à-vis des deux principales devises de règlement des échanges (Dollar et Euro)

(b) : Prix étranger/Prix Tunisie

Calcul du taux de change effectif (à l'incertain) du dinar vis-à-vis des principales devises de règlement

Indice du taux de change effectif nominal (TCEN):

$$TCEN = \pi_{i=1}^2 \left(\frac{e_t^i}{e_0^i} \right) \alpha_i$$

Où :

e_t^i : Taux de change du dinar vis-à-vis de la devise i à l'instant t

e_0^i : Taux de change du dinar vis-à-vis de la devise j à l'instant 0

α_i : Structure de règlement des échanges de Tunisie selon les deux principales devises (dollar et euro) avec $\sum \alpha_{it} = 1$

Indice du taux de change effectif réel (TCER):

$$TCER : TCEN * (IPC_i / IPC_{Tunisie})^{\alpha_i}$$

Où :

IPC_i et $IPC_{Tunisie}$ représentent les indices de prix à la consommation dans les pays partenaires (zone euro et Etats Unis) et en Tunisie respectivement

En effet, le taux de change effectif réel (TCER) du dinar à l'égard des deux principales devises s'est déprécié de 2.5% en moyenne sur la période 2000-2018 suite à une dépréciation de 2.4% vis-à-vis du dollar et de 2.5% vis-à-vis de l'euro.

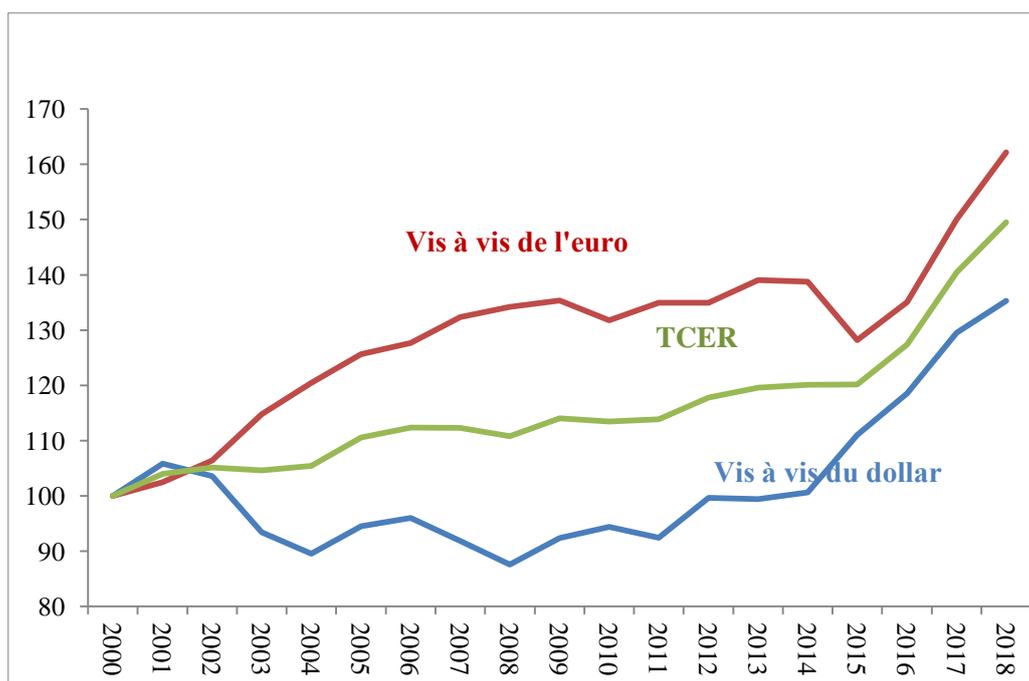
Accélération de la dépréciation du dinar depuis 2016

L'analyse par sous période dégage des évolutions différenciées:

- le TCER du dinar vis-à-vis des deux principales devises s'est légèrement déprécié durant la sous période 2002-2008, suite à une appréciation vis-à-vis du dollar (2.7%) mais qui a neutralisé en partie sa dépréciation face à l'euro (3.9 %)
- cette situation s'est inversée entre 2009 et 2015 (dépréciation de 3.4% face au dollar américain contre une légère appréciation vis-à-vis de l'euro (0.7%)). Elle a été tirée essentiellement par l'évolution du taux de change en 2015, année durant laquelle le dinar s'est déprécié de 10.3% par rapport au dollar contre une appréciation de 7.6% face à l'euro.

- Au cours de la sous période 2016-2018 et eu égard à la persistance du déficit courant et les pressions sur les réserves en devises, le taux de change effectif réel du dinar s'est fortement déprécié (7.6%), soient de 8.2% en moyenne par an vis-à-vis de l'euro et de 6.8% face au dollar¹². Ainsi, cette dépréciation du dinar a impacté négativement l'encours et les services de la dette extérieure exprimés en dinar ainsi que le solde de la balance commerciale et les échanges extérieurs. Également, le renchérissement des importations a contribué, inéluctablement à l'augmentation du niveau général des prix.

Graphique 8 : Evolution du taux de change effectif réel



Sources : Pacific exchange rate, FMI, Fxtop, compilations ITCEQ

Ainsi et pour contrebalancer cet effet sur les prix, une politique de maîtrise des coûts de production est à rechercher. L'analyse s'intéressera dans ce qui suit à l'évolution des coûts salariaux unitaires.

I.4 Coût salarial unitaire nominal

L'analyse des coûts de production pourrait être appréhendée à travers l'évolution du coût salarial unitaire nominal (CSU), considéré comme indicateur clef de la compétitivité-coût. En effet, la structure des coûts est déterminante pour la rentabilité et la survie des entreprises surtout que le tissu productif tunisien est prédominé par

¹² Voir Evolutions économiques et monétaires et perspectives à moyen terme- BCT février 2017

de petites et moyennes entreprises œuvrant dans un marché fortement concurrentiel.

Calcul du coût salarial unitaire nominal

Le coût salarial unitaire nominal représente le coût du travail par unité de valeur ajoutée produite. Il est défini par le rapport entre la rémunération des salariés et la valeur ajoutée en volume ou de manière équivalente le quotient du taux de salaire nominal et de la productivité du travail.

$$CSU_{nominal} = W / VA_q = wL / VA_q = w / VA_q / L = w / P_l$$

Où : $CSU_{nominal}$ = Coût salarial unitaire nominal
 W = rémunération totale des salariés (nominale)
 w = taux de salaire nominal
 L = emploi salarié
 VA_q = Valeur ajoutée en volume
 P_l = VAQ/L = Productivité du travail

Cet indicateur, qui compare le salaire moyen par rapport à la productivité du travail est le plus souvent utilisé pour apprécier l'évolution de la compétitivité prix. Une hausse du CSU nominal résulte d'une évolution des salaires à un rythme plus accéléré que celui de la productivité. Dans ce cas, le coût salarial exerce une pression sur les prix et se traduit par une réduction de la rentabilité et/ou une hausse des prix.

Les investigations empiriques révèlent qu'en moyenne sur la période 2000-2016, ces coûts sont estimés à 41% pour l'ensemble de l'économie. Elles montrent aussi une importante disparité entre les activités économiques avec des coûts variant entre 23 et 80%. Leur niveau s'avère le plus élevé dans le secteur du BTP et le plus faible dans le transport et les télécommunications.

Tableau 2 : Coûts salariaux unitaires par secteur

	Moyenne (2000-2016)
Agriculture et Pêche	0,31
Industries manufacturières	0,44
Industries Agricoles & Alimentaires	0,35
Matériaux de Construction Céramique & Verres	0,34
Industries Mécaniques & Electriques	0,36
Industries Chimiques	0,48
Textiles, Habillement & Cuirs	0,54
Industries Manufacturières Diverses	0,54
Industries non manufacturières	0,70
Mines et énergie	0,54
Bâtiments & Génie Civile	0,80
Services Marchands	0,34
Commerce	0,63
Transport & télécommunications	0,23
Hôtels, Cafés, Restaurants	0,32
Autres services marchands	0,35
Activités marchandes	0,43
Activités non marchandes	0,27
Ensemble de l'économie	0,41

Sources: CNSS, INS, compilations ITCEQ

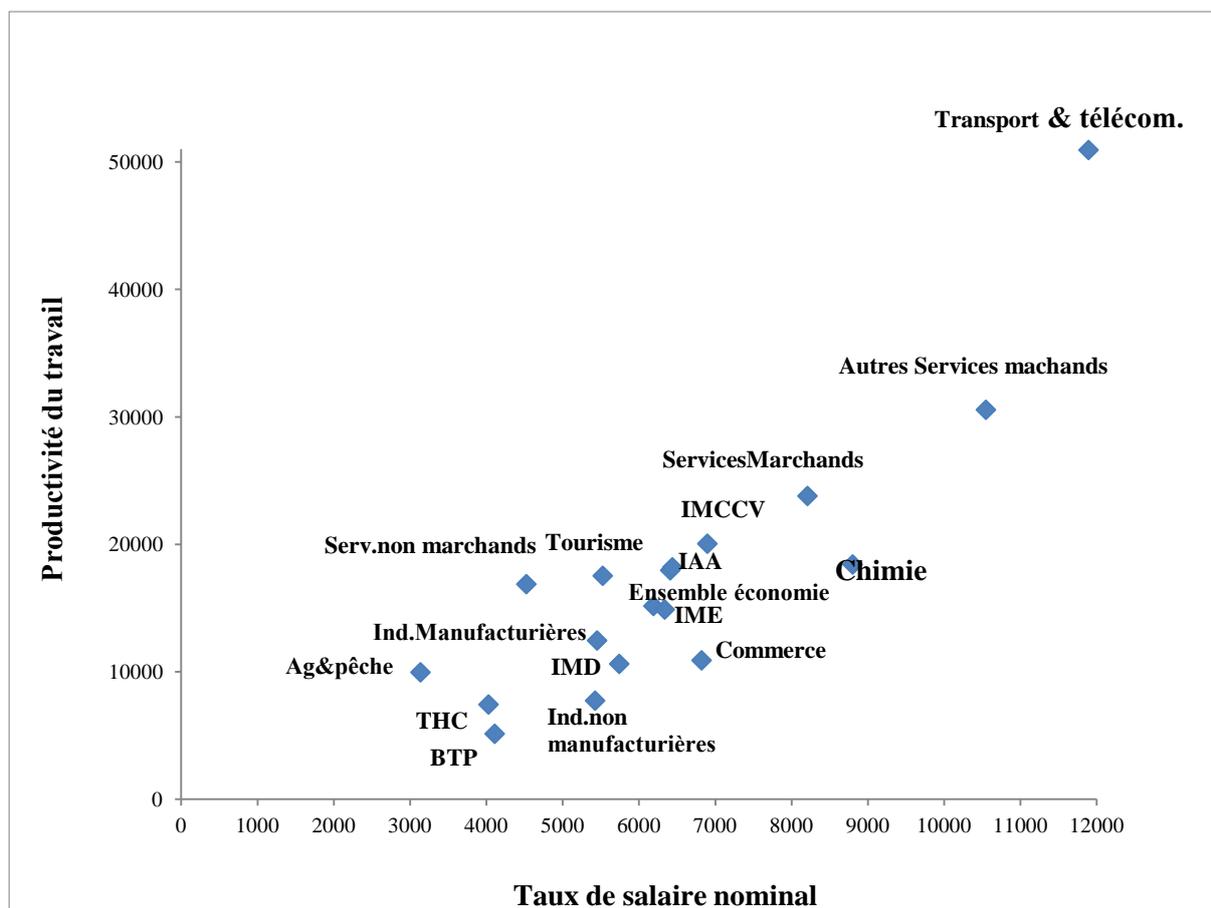
Un taux de salaire généralement élevé dans les activités à forte productivité du travail

Dans ce même contexte et en croisant le niveau du taux de salaire nominal avec celui de la productivité du travail dans les différentes activités économiques¹³, on constate une forte corrélation entre ces deux variantes (0.78). En fait, l'on observe

¹³ BINTENER, FRISING, OSIER, REIFF, ZAHLEN (2012) «rapport travail et cohésion sociale » Cahier économique n° 114, Statec Luxembourg.

généralement que plus le taux de salaire est élevé dans une activité, plus le niveau de la productivité du travail y est important et inversement. Ceci est d'autant plus manifeste que les activités jouissant d'une forte productivité du travail ont, généralement, la part d'employés à niveau d'éducation supérieur la plus importante.

Graphique 9 : Taux de salaire nominal et productivité du travail (2000-2016)



Sources : CNSS, INS, compilations ITCEQ

Une hausse du taux de salaire nominal à un rythme plus accéléré que celui de la productivité du travail

En termes d'évolution, les coûts salariaux unitaires nominaux ont connu une tendance ascendante durant la période 2001-2016 au rythme annuel moyen de 5.9% au niveau de l'ensemble de l'économie. Une telle évolution a été plus accélérée sur la période 2011-2016 comparativement à la période 2001-2010 avec des taux de croissance annuels moyens qui ont presque doublé. Elle s'explique par une augmentation de la rémunération moyenne des travailleurs à un rythme beaucoup plus rapide que celui de leur productivité (8.8% contre 0.6%).

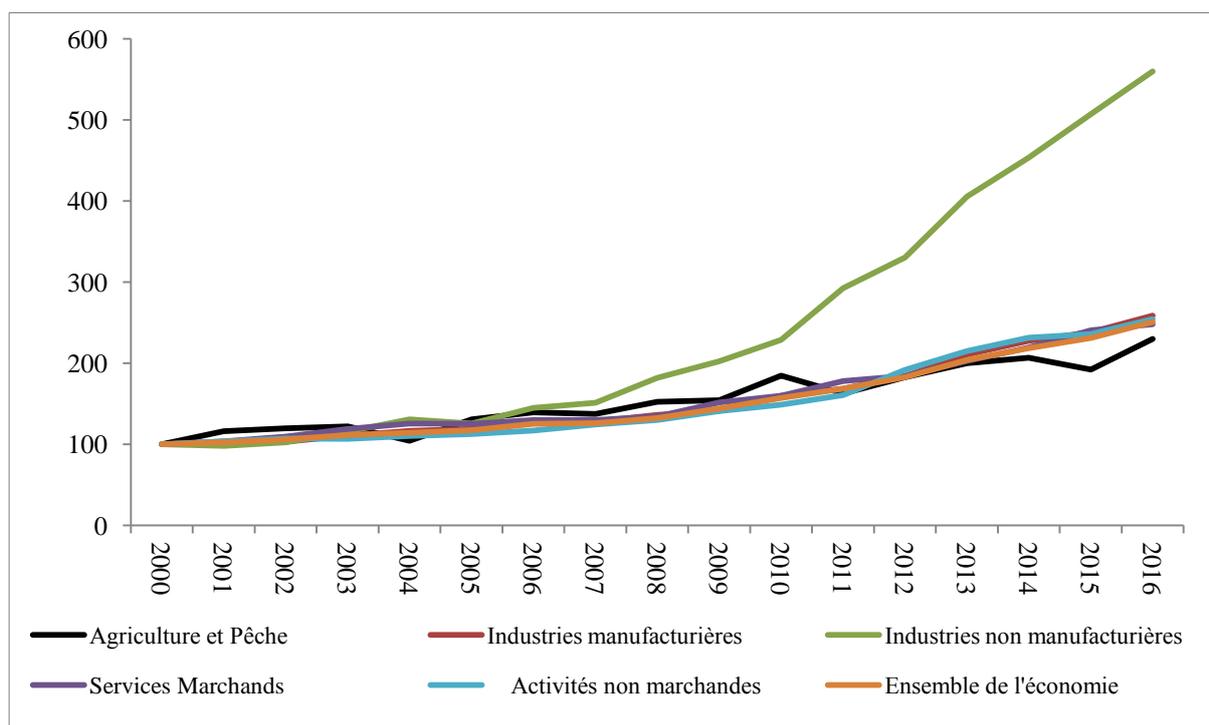
Tableau 3 : Evolution du coût salarial unitaire nominal et de ses composantes par secteur

	CSU nominal			Taux de salaire			Productivité du travail		
	2001-2016	2001-2010	2011-2016	2001-2016	2001-2010	2011-2016	2001-2016	2001-2010	2011-2016
Agriculture et Pêche	5,3	6,3	3,7	7,6	6,4	9,5	2,1	0,1	5,6
Ind. manufacturières	6,1	4,8	8,3	6,7	6,0	7,9	0,6	1,1	-0,4
IAA	6,7	5,3	9,1	7,0	6,6	7,8	0,3	1,2	-1,2
IMCCV	5,2	4,2	6,9	6,9	5,9	8,5	1,6	1,7	1,5
IME	5,7	2,9	10,5	6,8	6,1	8,0	1,1	3,1	-2,2
Chimie	9,3	7,5	12,3	5,9	5,9	5,9	-3,0	-1,5	-5,6
THC	5,5	4,6	7,2	5,9	5,5	6,5	0,3	0,9	-0,7
IMD	4,8	4,5	5,2	6,0	5,7	6,6	1,2	1,2	1,3
Ind. non manufacturières	11,4	8,6	16,1	9,2	8,6	10,3	-1,9	-0,0	-5,0
Mines et énergie	15,8	12,3	21,9	10,1	10,1	10,0	-4,9	-2,0	-9,7
BTP	7,1	5,8	9,4	8,0	7,4	9,1	0,9	1,5	-0,2
Services marchands	5,8	4,8	7,6	7,6	7,5	7,9	1,7	2,6	0,3
Commerce	6,3	5,8	7,2	6,8	6,7	7,0	0,5	0,9	-0,1
Transport & télécommunications	5,3	6,1	4,0	10,1	11,2	8,3	4,6	4,8	4,1
Hôtels, Cafés, Restaurants	7,3	7,0	7,7	5,6	6,4	4,3	-1,6	-0,6	-3,2
Autres services marchands	5,1	3,4	7,9	7,4	6,7	8,5	2,2	3,2	0,6
Activités marchandes	6,2	5,0	8,2	7,5	7,0	8,3	1,2	1,9	0,1
Services non marchands	6,0	4,1	9,3	8,9	6,9	12,1	2,7	2,8	2,6
Ensemble de l'économie	5,9	4,6	8,1	7,5	6,7	8,8	1,5	2,0	0,6

Sources : CNSS, INS, compilations ITCEQ

Au niveau sectoriel, l'évolution des CSU nominaux sur la période 2001-2016 met en exergue l'augmentation remarquable enregistrée au niveau des industries non manufacturières. Une telle évolution trouve son explication dans l'augmentation sensible des salaires dans l'activité mines et énergie contre une baisse significative de la productivité y afférente. Parallèlement et en ce qui concerne les autres secteurs, l'évolution des CSU, a été relativement modérée et comparable à celle de l'ensemble de l'économie.

**Graphique 10 : Evolution indiciaire des coûts salariaux unitaires
(2000=100)**

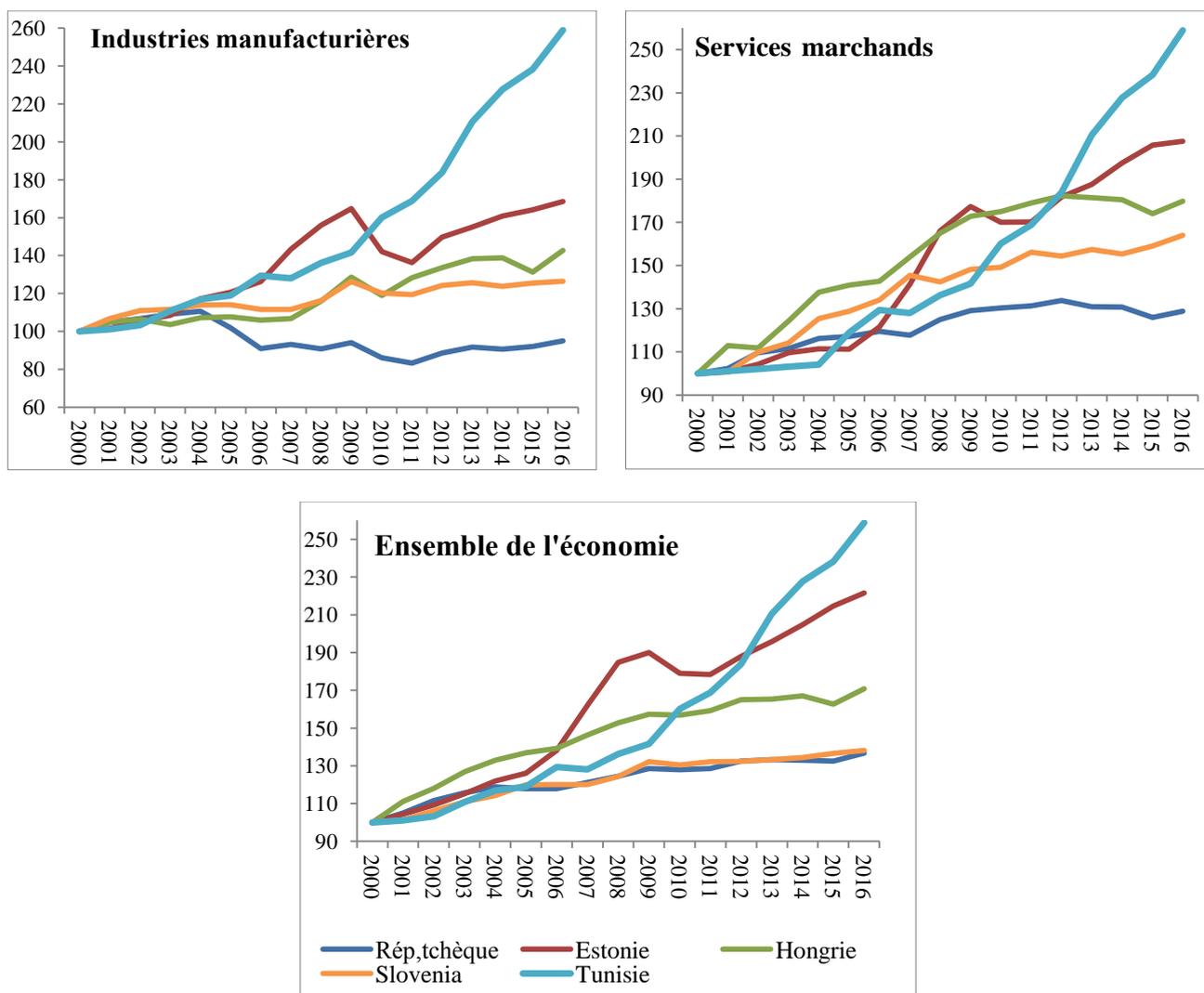


Sources : INS, compilations ITCEQ

Renchérissement du coût du travail en Tunisie par rapport à certains PECO

Comparativement à certains PECO, l'évolution des coûts salariaux unitaires s'avère nettement plus rapide en Tunisie, aussi bien au niveau des industries manufacturières que dans des services marchands. Cette situation, qui pourrait se traduire par des pertes de compétitivité, s'explique essentiellement par la faible évolution de la productivité du travail en Tunisie par rapport à ces pays. Il convient de noter, dans ce cadre, les efforts consentis par certains pays tels que la Slovénie et la Hongrie en matière de maîtrise de leurs coûts salariaux unitaires dont l'évolution a fléchi durant les dernières années et ce, suite essentiellement à une progression plus importante de la productivité.

Graphique 11 : Coûts salariaux unitaires en Tunisie par rapport à certains PECO



Sources : OCDE, CNSS, INS, compilations ITCEQ

En somme, il convient de souligner que la hausse des coûts salariaux unitaires, synonyme d'une augmentation de la rémunération du travail non indexée à la productivité, pourrait renchérir les coûts de production et réduire, par conséquent, la compétitivité des entreprises. Une telle situation se traduirait par une pression sur le niveau des marges des producteurs pour maintenir leur compétitivité prix face à une concurrence ardue.

1.5 Marge sur coût salarial

La marge sur coût salarial (MCS) indique le solde restant à la branche d'activité après avoir rémunéré le facteur travail. Elle constitue, en fait, un indicateur de rentabilité par unité de valeur ajoutée produite et reflète la capacité du tissu productif d'autofinancer de nouveaux investissements.

Marge sur coût salarial unitaire (MCS)

L'indicateur de marge sur coût salarial (M) est défini comme étant le rapport entre le prix de la valeur ajoutée (Pva) et le coût salarial unitaire (CSU) Soit :

$$M = P_{va}/CSU$$

Cet indicateur peut être décomposé comme suit :

$$M = P_{va}/CSU = P_{va}/wL/VA_q = P_{va} \cdot VA_q/wL$$

La décomposition de cet indicateur de marge permet de mettre en exergue la contribution de ses trois composantes à savoir :

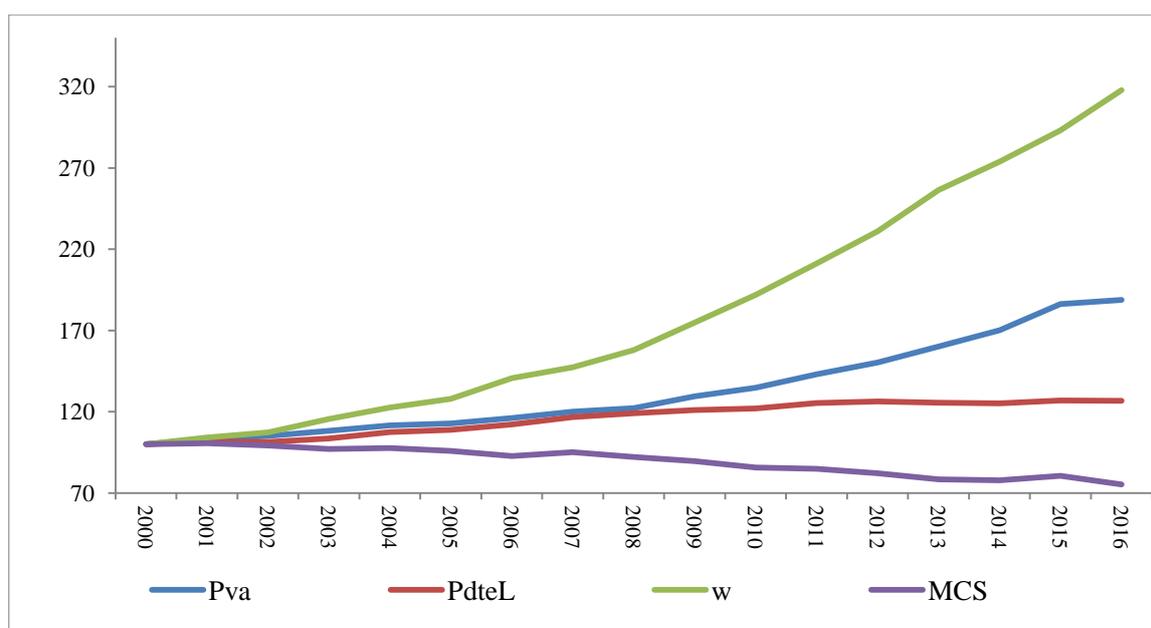
P_{va} : Indice de prix de la VA (impact positif)

w : indice de rémunération moyenne du travail (impact négatif)

VA_q/L : indice de la productivité du travail (impact positif)

Le suivi de l'évolution de cet indicateur au niveau de l'ensemble de l'économie fait apparaître une baisse au taux annuel moyen de 1.8% sur la période 2000-2016. Cette régression est la conséquence d'une augmentation du taux de salaire à un rythme annuel moyen plus accéléré que celui du prix de la VA (5.9% contre 4.1% respectivement) en plus d'une croissance modérée de la productivité du travail. On constate que l'écart entre l'évolution des salaires et celles du prix de la VA et de la productivité s'est nettement élargi au fil du temps, notamment depuis 2009 et s'est soldé par une baisse substantielle des marges sur coûts salariaux.

Graphique 12 : Marge sur coût salarial et ses composantes (ensemble de l'économie)



Sources : CNSS, INS, compilations ITCEQ

Les résultats dégagés au niveau sectoriel sur la période 2001-2016 font ressortir une tendance baissière des MCS au niveau de la quasi-totalité des activités économiques. Cette baisse a été particulièrement prononcée durant les dernières années au niveau des services marchands et des industries non manufacturières, suivis par le secteur manufacturier. Elle résulte d'une hausse du salaire moyen à un rythme supérieur à celui de la productivité et/ou du prix de la VA.

Tableau 4 : Croissance des marges sur coûts salariaux et de leurs composantes

	2001-2016	2001-2008	2009-2016
Agriculture et Pêche			
Prix de la valeur ajoutée	4,6	2,9	6,2
Productivité du travail	2,1	0,6	3,7
Taux de salaire	7,6	6,0	9,1
Marge sur coût salarial	-0,7	-2,3	0,9
Industries manufacturières			
Prix de la valeur ajoutée	4,7	6,3	3,1
Productivité du travail	0,6	1,1	0,0
Taux de salaire	6,7	5,1	8,4
Marge sur coût salarial	-1,4	2,2	-4,9
Industries non manufacturières			
Prix de la valeur ajoutée	5,9	8,0	3,9
Productivité du travail	-1,9	0,5	-4,3
Taux de salaire	9,2	8,3	10,2
Marge sur coût salarial	-4,9	0,2	-9,8
Services Marchands			
Prix de la valeur ajoutée	8,2	15,0	1,7
Productivité du travail	1,7	2,8	0,6
Taux de salaire	7,6	6,7	8,7
Marge sur coût salarial	2,2	10,8	-5,8
Ensemble de l'économie			
Prix de la valeur ajoutée	4,1	2,5	5,6
Productivité du travail	1,5	2,2	0,8
Taux de salaire	7,5	5,9	9,1
Marge sur coût salarial	-1,8	-1,0	-2,5

Sources : CNSS, INS, compilations ITCEQ

En somme et compte tenu de la multitude des indicateurs sus mentionnés et des différents résultats qui en relèvent, l'élaboration d'un indicateur synthétique s'avère d'une utilité majeure pour apprécier la compétitivité dans sa dimension globale. A cet égard, l'on procédera dans ce qui suit à sa construction et à l'analyse de l'évolution de ses différentes composantes.

II. Indicateur synthétique de compétitivité (ISC)¹⁴

Cet indicateur tient compte de diverses sources de compétitivité externe et interne. Sa construction, telle qu'inspirée de l'approche développée par Krécké et Pieretti-1997¹⁵ compare les prix étrangers au coût unitaire national.

II.1 Approche méthodologique

L'indicateur synthétique de compétitivité (*ISC*) compare le coût unitaire aux prix étrangers des concurrents exprimés en monnaie nationale ($e.P^*$).

$$ISC = e.P^*/CU$$

Avec e : le taux de change de la monnaie étrangère vis-à-vis du dinar tunisien (nombre de dinars pour une unité de devise étrangère)

P^* : L'indice de prix de la VA des concurrents exprimé en leur monnaie domestique

CU : Le coût unitaire national approché par le *CSU* nominal.

L'évolution de cet indicateur est la résultante de l'évolution des prix étrangers exprimés en monnaie domestique et du *CSU* nominal. Il s'améliore si les prix étrangers augmentent et/ou le *CSU* diminue. Il présente l'avantage d'être décomposable en un indicateur de marge (M) et un indicateur de prix relatif ou de taux de change effectif réel (R) :

$$ISC = \frac{e.P^*}{CSU} = \frac{e.P^*}{p} * \frac{p}{CSU} = R * M$$

Où P est l'indice de prix de la valeur ajoutée nationale.

Une augmentation de l'indicateur signifie une amélioration de la compétitivité. Elle peut être due à une hausse des prix étrangers, à une modération salariale, à une augmentation de la productivité et/ou à la dépréciation de la monnaie nationale.

II.2 Analyse des résultats

L'analyse s'intéressera dans ce qui suit aux industries manufacturières, considérées comme étant le secteur le plus exposé à la concurrence étrangère. Les investigations empiriques font ressortir que sur toute la période 2001-2016, la

¹⁴ Voir rapport 2004 « Compétitivité de l'économie luxembourgeoise »

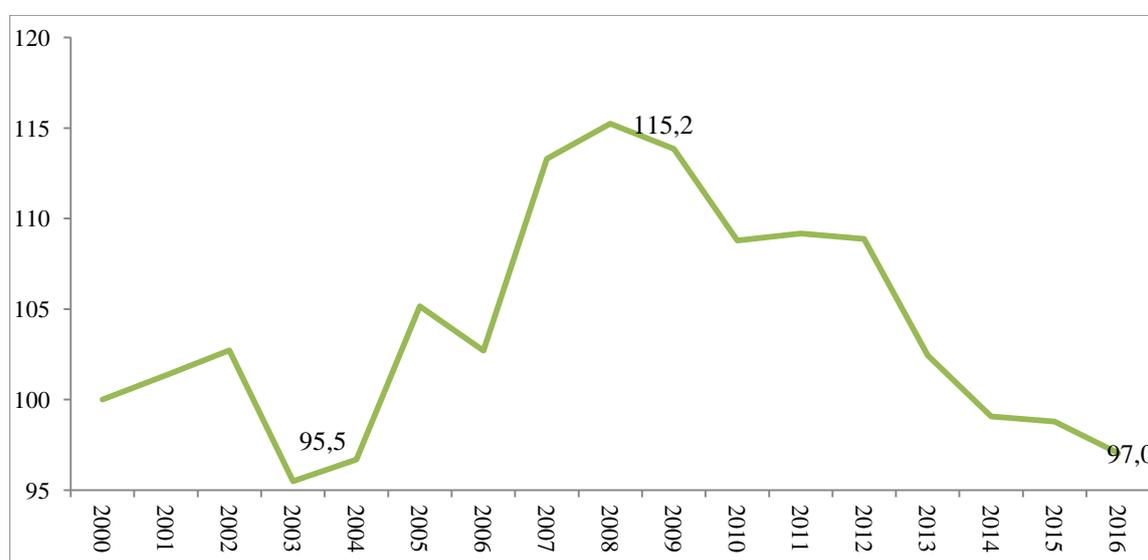
¹⁵ Cellule de recherche en économie appliquée-Université du Luxembourg (cf. Cahier économique du Statec n°89 et la revue scientifique « Economie appliquée »).

croissance moyenne de l'indicateur synthétique de compétitivité générale, au niveau de ce secteur, a été quasiment nulle (-0.2%). En effet et durant cette période, la hausse des prix des concurrents exprimés en dinar tunisien a été presque neutralisée par l'augmentation des CSU nominaux.

Perte de compétitivité de la Tunisie depuis 2009...

Néanmoins, l'analyse par sous période dégage une tendance baissière de cet indicateur à partir de 2009, après avoir connu un profil globalement ascendant pendant les années (2004-2008).

Graphique 13 : Evolution de l'indicateur synthétique de compétitivité (industrie manufacturière)



Sources : CNSS, INS, compilations ITCEQ

Cette baisse, synonyme d'une perte de compétitivité du secteur manufacturier, s'explique par une augmentation des coûts salariaux unitaires en Tunisie à un rythme plus accéléré que celui des prix des concurrents étrangers exprimés en dinar (8.4% contre 6.1% respectivement).

Tableau 5 : Evolution de l'indicateur synthétique de compétitivité (ISC) et de ses composantes (en %)

	2001-2016	2001-2008	2009-2016
ISC	-0,2%	3,8%	-2,1%
Prix des concurrents (en DT)	5,9%	8,2%	6,1%
CSU	6,1%	4,2%	8,4%

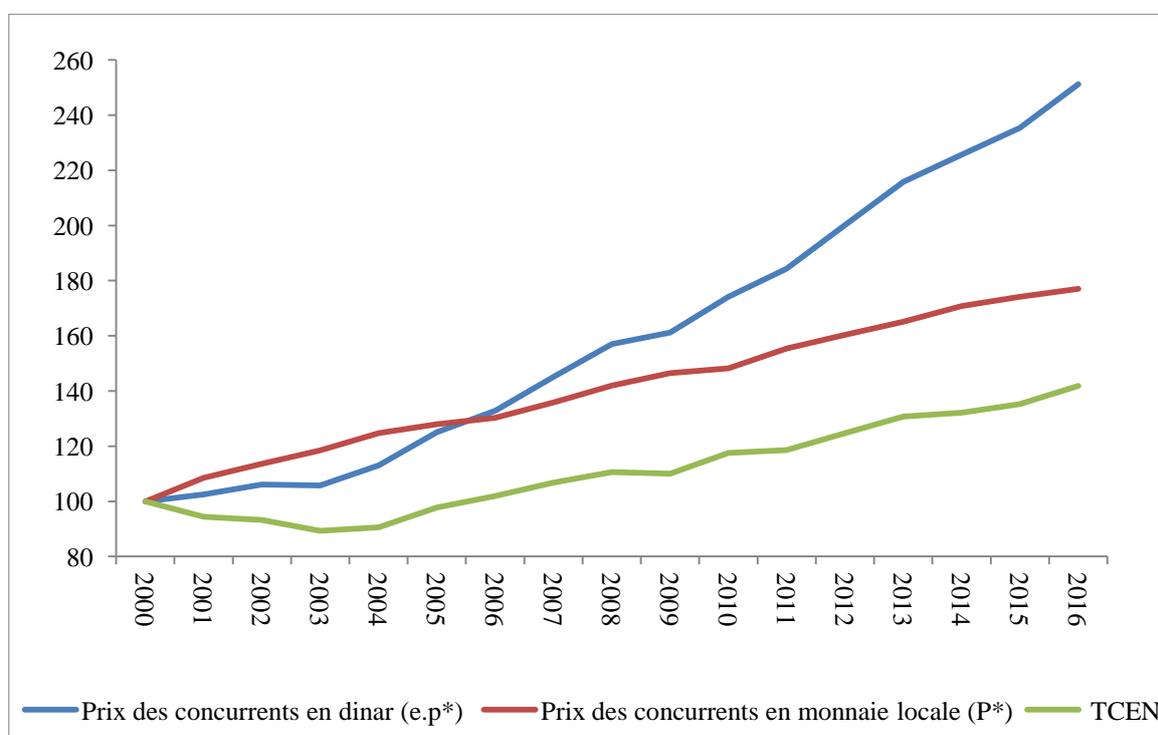
Sources : CNSS, INS, Fxtop, WDI, compilations ITCEQ

Par ailleurs et pour expliquer davantage l'évolution de chacune des composantes de l'ISC, l'analyse s'intéressera au suivi des différentes variables qui les déterminent à savoir les prix des concurrents, le taux de change effectif, le taux de salaire et la productivité du travail.

a- Evolution des prix des concurrents¹⁶

Le prix des concurrents, exprimé en dinar tunisien, s'est accru au rythme annuel moyen de 5.9% sur la période 2001-2016. Une telle évolution, nettement plus accélérée depuis 2004 (6.9% en moyenne par an), provient d'une dépréciation du dinar tunisien vis-à-vis des monnaies des concurrents conjuguée à la hausse de leur prix domestique.

Graphique 14 : Prix des concurrents et taux de change effectif



Sources : WDI, INS, compilations ITCEQ

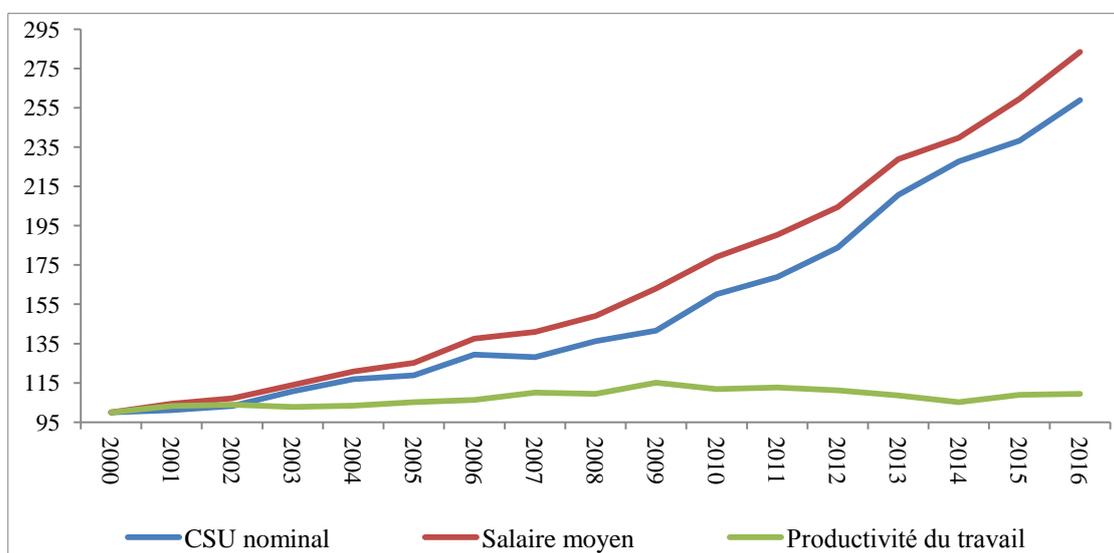
¹⁶ Les concurrents retenus sont : Bulgarie, Chine, Egypte, Inde, Indonésie, Philippines, Pakistan, Hongrie, Maroc, Pologne, Thaïlande, Turquie, République Tchèque, Ukraine et Roumanie.

b- Evolution des coûts salariaux unitaires dans les industries manufacturières (CSU)

Faible évolution de la productivité pour compenser la hausse des salaires

Comme il a été susmentionné, le CSU nominal au niveau du secteur manufacturier a connu une tendance haussière suite à une croissance du coût salarial moyen plus rapide que celle de la productivité (6.7% contre 0.6%). Faut-il noter, dans ce cadre, que depuis 2010, la productivité du travail dans le secteur manufacturier a connu une baisse alors que les salaires se sont nettement accélérés (-0.7% contre 8.2% respectivement).

Graphique 15 : Evolution du CSU nominal et de ses composantes (industrie manufacturière)



Sources : CNSS, INS, compilations ITCEQ

c- Comportement de fixation des prix

Comme il a été indiqué précédemment, l'indicateur synthétique de compétitivité peut être décomposé en un indicateur de marge (M) et un indicateur de compétitivité prix (R). Cette décomposition permet d'évaluer le degré de la marge de manœuvre de l'économie nationale en matière de fixation des prix domestiques.

Comportement de fixation des prix¹⁷

La décomposition de l'ISC, comme il a été mentionné précédemment, permet d'analyser la répercussion de chocs affectant les conditions de compétitivité. Les modifications de ces derniers peuvent être dues à la variation des prix de production des concurrents, à des modifications du coût salarial, de la productivité et/ou à une dévaluation de la monnaie. Deux cas peuvent ainsi se présenter selon que les variations de l'ISC ont une origine interne ou externe :

1. La pression concurrentielle s'élève suite à une baisse des prix des concurrents (baisse de composante externe $e.P^*$). Deux réactions extrêmes peuvent se présenter : i) si les exportateurs sont contraints par les prix étrangers et si l'ajustement pourrait se faire par les marges, dans ce cas on est dans une situation de « price-taker », ii) si les exportateurs nationaux sont plus autonomes en matière de fixation des prix domestiques par rapport aux prix étrangers, ils peuvent assurer le maintien de leur marge (M) et l'amélioration de la compétitivité prix peut se faire par la baisse du prix relatif ($e.P^*/p$), dans ce cas on est dans une situation de « price-setter ».

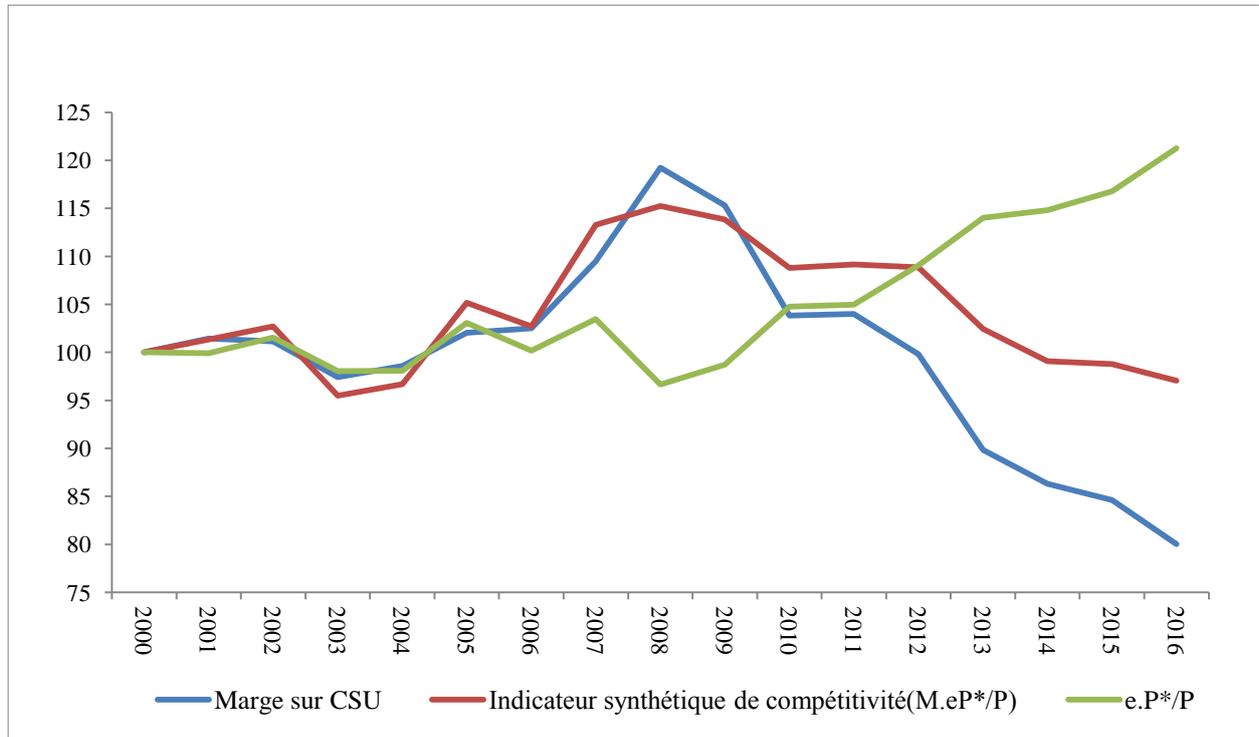
2. La pression concurrentielle est due à une augmentation du coût salarial domestique (hausse de la composante interne) : la marge est préservée si les exportateurs ont la possibilité de répercuter cette hausse sur leur prix. Au cas contraire, leur marge M sera ajustée à la baisse.

En somme, ces différentes réactions peuvent être distinguées grâce à l'écart entre l'ISC et l'indicateur Marge (M). Ainsi, des évolutions très proches de l'ISC et de M révèlent un comportement de type « price taker », tandis qu'une évolution parallèle entre l'ISC et R est synonyme d'une plus grande autonomie dans la fixation des prix et traduit un comportement de « price-setter ». L'amélioration de la compétitivité est inhérente dans ce cas à une amélioration de la qualité, de l'innovation... etc.

¹⁷ Voir rapport 2004 « Compétitivité de l'économie luxembourgeoise »

Le graphique ci-dessous, qui retrace l'évolution des trois indicateurs, montre que l'évolution de l'ISC pour les industries manufacturières est généralement en phase avec celle des marges sur coûts salariaux; ce qui témoigne d'une situation de « price taker ».

Graphique 16 : Décomposition de l'indicateur synthétique de compétitivité (industrie manufacturière)



Sources : WDI, Fxtop, INS, compilations ITCEQ

En effet et sur la période 2004-2008, les entreprises manufacturières ont réussi à améliorer leur marge malgré l'évolution relativement modérée des prix des concurrents étrangers (R). Néanmoins et à partir de 2009, les producteurs nationaux n'ont pas pu répercuter la hausse des coûts de production sur leur prix, ce qui a engendré une baisse des marges et, par conséquent, une perte de compétitivité. En fait et depuis cette année, l'ISC a baissé malgré la hausse des prix des concurrents et ce, suite à une hausse des CSU en Tunisie à un rythme nettement plus accéléré.

Finalement à la lumière de ce qui précède, on peut déduire que la Tunisie dispose d'une marge de manœuvre assez importante pour consolider sa compétitivité prix et renforcer son intégration. Ceci requiert, bien évidemment, la mise en œuvre de certaines actions de politique économique faisant intervenir les différents partenaires socio-économiques dans le pays. A ce titre, l'on se propose, dans ce qui suit, de

présenter un tableau synoptique qui synthétise les principales faiblesses caractérisant l'économie tunisienne en termes de compétitivité prix, accompagnées de certaines recommandations susceptibles d'y remédier.

**Tableau 6 : Les principales faiblesses de l'économie tunisienne
(en termes de compétitivité prix)**

Faiblesses	Propositions
Niveau élevé de l'inflation	<ul style="list-style-type: none"> - Optimiser l'approvisionnement du marché via la mise à niveau du circuit de distribution et l'augmentation du stock stratégique pour certains produits alimentaires ; - Maîtriser les produits de consommation ainsi que l'endettement des ménages ; - Mise à niveau des circuits de distribution pour garantir l'approvisionnement des marchés dans des conditions normales
Hausse des Coûts salariaux unitaires	<ul style="list-style-type: none"> - Augmentation des salaires indexée à la productivité ; - Amélioration de la productivité du travail
Baisse de la productivité du travail	<ul style="list-style-type: none"> - Meilleure allocation des facteurs de production ; - Utilisation efficace des capacités de production ; - Amélioration du taux d'encadrement avec plus d'adéquation entre le besoin des entreprises et les programmes de formation et d'éducation ; - Adoption des nouvelles technologies et digitalisation ; - Consolidation des dépenses en recherches et développement avec une participation active du secteur privé - Incitation à l'investissement dans la responsabilité sociale des entreprises
Charges financières élevées	<ul style="list-style-type: none"> - Diversification des sources de financement; - Promotion de l'introduction en bourse des entreprises en leur accordant plus d'avantages fiscaux
Pression fiscale élevée	<ul style="list-style-type: none"> - Révision du taux d'imposition sur les sociétés ; - Réduction du régime forfaitaire ; - Elargissement de l'assiette fiscale ;

Enfin, il est à noter que l'engagement de ces actions permet non seulement d'améliorer la compétitivité prix, mais aussi la compétitivité hors prix des produits nationaux. Ceci est de nature à doter les producteurs tunisiens d'une plus grande autonomie en matière de fixation de prix par rapport aux concurrents. En effet, la maîtrise des coûts de production, synonyme d'une amélioration des marges, permet aux producteurs nationaux d'augmenter leur capacité d'autofinancement, d'investir dans la recherche et développement, d'innover, d'améliorer la qualité de leurs produits, de créer des emplois qualifiés... etc.

Bibliographie

- ABDERRAHIM K. and CASTEL V. (2012) « Inflation in Tunisia: Perception and Reality in a Context of Transition» - AFDB/ April 2012.
- BINTENER, FRISING, OSIER, REIFF, ZAHLEN (2012) «rapport travail et cohésion sociale» Cahier économique n° 114, Statec Luxembourg.
- BOURGAIN A, PIERETTI P., SCHULLER G. (2001) : « Compétitivité de l'économie luxembourgeoise» - Cahier du CREA-Cunlux-Statec n° 93-02/ Rapport 2001.
- BOURGEOT R.(2013) « Les coûts salariaux au sein de la zone euro : une relecture des divergences et de la stratégie de gestion de crise » Question d'Europe n°289/ Septembre 2013.
- BCT « Evolutions économiques et monétaires et perspectives à moyen terme » / Février 2017.
- BCT (2014) : « Les mécanismes de transmissions de transition de la politique monétaire en Tunisie » .
- BCT « Evolution de la conjoncture économique 2015 » /Janvier 2016.
- LAJMI M., EL KHADHRAOUI S. (2013) : « Modèle de prévision à moyen terme pour la Tunisie » - BCT/ Décembre 2013.
- LEFEUVE E.(2011) : « Sortir de l'euro ? Une idée dangereuse » /Septembre 2011.
- KRECKE C., PIERETTI P. (1997), « Degré de dépendance face aux prix étrangers d'un secteur exportateur d'un petit pays: une application à l'industrie luxembourgeoise »- Economie Appliquée, tome L, no 4.
- PARIENTY A. (2013) : « Les déterminants de la compétitivité »- Alternatives Economiques n° 329 .
- Direction Centrale de la Compétitivité : « Enquête annuelle sur la compétitivité des entreprises 2018-synthèse des principaux résultats » ITCEQ/ Août 2019.
- ZRIBI Y., DHAOUI S. et FAIDI N. (2016) : «Investissement privé en Tunisie : bilan et perspectives»- Etude n°3/ 2016 –ITCEQ/ Mai 2016.

 : (+216) 71 802 044
 : (+216) 71 787 034
 : boc@itceq.tn
 : 27, Rue du Liban
1002 - Tunis Belvédère

www.itceq.tn